

18 novembre 1948

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

ORGANE DE LUTTE DE CLASSE

Adr. corresp., abonnem. et mandats à Jean Bois, 65 rue Carnot, Suresnes (S.)

LES DEMOCRATES "CONSEQUENTS" DEVANT LES CONSEQUENCES

De 1945 à 1947, les dirigeants du P.C.F. ont appelé les travailleurs à ne pas ménager leurs efforts pour "produire d'abord", en prétendant que la IVème République, avec ses "nationalisations" et son régime parlementaire, représentait sinon la véritable démocratie, tout au moins un véritable commencement de démocratie.

Aujourd'hui, ils établissent eux-mêmes le bilan comme suit :

LES NATIONALISATIONS ?

– "Entre les mains de l'Etat patron, les nationalisations sont une arme contre les travailleurs", dit L'Humanité.

L'ETAT ?

– "On se croirait revenu au temps de Pétain et de Stülpnagel, écrit L'Humanité au sujet des agissements de la police.

LE REGIME PARLEMENTAIRE ?

– "Jules Moch a livré le Conseil de la République au fasciste De Gaulle ; le Conseil de la République est un nouveau Sénat", lisons-nous dans le même journal.

Mais comment les nationalisations qui, soit-disant, instauraient le contrôle des ouvriers sur les capitalistes, sont devenues une arme dans les mains de la réaction, par quel miracle la police républicaine est devenue nazie, et pourquoi le "premier Parti de France" est classé bon dernier aux élections du Conseil de la République, à ceci la réponse des "chefs géniaux" est bien simple :

C'est la trahison des chefs socialistes qui est cause de tout. C'EST JULES MOCH QUI CHASSE LES "COMMUNISTES" DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS NATIONALISÉES, C'EST JULES MOCH QUI ORDONNE À LA POLICE DE COGNER SUR LES OUVRIERS, ET C'EST ENCORE LUI QUI, PAR UN TRAIT DE PLUME, A DÉCRETÉ UN SYSTÈME ÉLECTORAL ANTI-DEMOCRATIQUE.

Avec leur habituel mépris des travailleurs, les chefs staliniens pensent que des raisonnements aussi grossiers suffisent pour cacher derrière celles des socialistes, leurs propres responsabilités.

Car, si l'Etat s'avère réactionnaire, et si le fasciste De Gaulle a la possibilité de s'emparer légalement du pouvoir *en se servant des institutions "républicaines" elles-mêmes*, C'EST QUE JAMAIS LA DÉMOCRATIE N'A ÉTÉ L'APANAGE DE LA IVème RÉPUBLIQUE.

En effet, une constitution est démocratique dans la mesure où, par des institutions appropriées, elle garantit au peuple un *contrôle* effectif sur les gouvernants. Or, derrière la formule "du neuf et du raisonnable", les chefs du tripartisme (P.C.F., P.S., M.R.P.) ont pondé, à quelques détails près, une constitution qui est la soeur jumelle de celle, pourrie, de la IIIème République.

La meilleure preuve, c'est qu'aujourd'hui, de tous les côtés, bien que pour des raisons différentes, on vient à reconnaître ouvertement que derrière le nom ronflant du "Conseil de la République", se cache l'institution la plus réactionnaire de la IIIème République, le Sénat. Des conseillers proposent

même de reprendre ouvertement l'ancien nom.

D'autre part, si Jules Moch et le Conseil des Ministres peuvent user contre qui bon leur semble, y compris contre le peuple, de la police et de l'armée, épurer les entreprises nationalisées au profit de la réaction et décréter un système électoral complètement anti-démocratique, que reste-t-il de démocratique dans la constitution votée en mai 46 avec l'appui *principal* des dirigeants du P.C.F. ?

Ou bien si Jules Moch viole la constitution, à quoi sert donc l'Assemblée Nationale dans laquelle, aujourd'hui encore, les dirigeants du P.C.F voient "la véritable source du pouvoir et de la souveraineté nationale" ?

Les chefs "géniaux" étaient-ils si naïfs de croire qu'en dotant la IVème République des mêmes institutions que la IIIème, elle n'aboutirait pas au même résultat, le gaullisme faisant pendant au pétainisme ?

Mais ce n'est pas par naïveté que les chefs staliniens ont conduit les masses laborieuses à la défaite ;
ILS LES ONT SCIEMMENT TRAHIES, VENDUES EN ECHANGE DE POSTES
MINISTERIELS UTILES A LA DIPLOMATIE DE STALINE.

Pourquoi Thorez s'est-il mis à vanter brusquement, en 1945, la police républicaine (celle-là même qui avait servi Daladier et Pétain), sinon pour obtenir de De Gaulle le droit de rentrer de Moscou en France ?

Mais les chefs du P.C.F. ne peuvent, bien entendu, reconnaître que la vague de réaction qui submerge le pays est le résultat de leur propre politique. S'étant proclamés en 1945 des "démocrates conséquents", pour couvrir leur trahison ministérielle (collaboration avec De Gaulle), ils sont aujourd'hui pris à leur propre piège et mis en accusation par une assemblée à laquelle, par ailleurs, ils doivent faire appel pour mettre au monde un véritable gouvernement d'"Union Démocratique" !

Mais toutes ces contradictions n'embarrassent pas les chefs staliniens. Pour le travail qu'ils sont chargés de faire, les principes et la logique n'ont aucune importance.

Devant les conséquences de leur politique, ils pensent se tirer d'affaire en accusant leurs complices, les chefs socialistes, Blum et Cie.

Mais les travailleurs, eux, ne peuvent pas se tirer d'affaire aussi simplement. Le répression, la faim, l'incertitude du lendemain, ce sont eux qui les supportent. C'est à eux, donc, de veiller davantage au grain.